



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES

CEA PARIS-SACLAY

91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie commercialement par :

Mme Maylis DES COURTIS

Service des Marchés et Achats

01.69.08.63.96 / [maylis.descourtis@cea.fr](mailto:maylis.descourtis@cea.fr)

Affaire suivie techniquement par :

M. Claude FERMON

DRF/IRAMIS/SPEC/LNO

01.69.08.94.01 / [claude.fermon@cea.fr](mailto:claude.fermon@cea.fr)

**TRAVAUX POUR LA CONSTRUCTION D'UNE  
EXTENSION DANS LE CADRE DU PROJET MAGIQ  
SITUE A L'ORME DES MERISIERS - SAINT AUBIN (91)**

**LOT N° .....**

**(A COMPLETER PAR LE SOUSMISSIONNAIRE)**

Référence : Projet de marché n° B25-01799-MDC

**Les parties en rouge sont à compléter par le soumissionnaire.**

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par ....., en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

**Ou si groupement**

- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....
- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS .....

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex



## SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
ARTICLE 1 - OBJET .....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	5
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	6
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	8
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	10
ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES .....	12
ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION .....	14
ARTICLE 8 - REUNIONS .....	15
ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS .....	16
ARTICLE 10 - QUALITE .....	17
ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER .....	18
ARTICLE 12 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE .....	20
ARTICLE 13 - ESSAIS SUR SITE - CONTROLES TECHNIQUES .....	21
ARTICLE 14 - RECEPTION .....	21
ARTICLE 15 - GARANTIE .....	22
ARTICLE 16 - MONTANT.....	24
ARTICLE 17 - REVISION .....	26
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	28
ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE .....	29
ARTICLE 20 - PENALITES.....	30
ARTICLE 21 - ASSURANCES .....	31
ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE.....	32
ANNEXE 2 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE).....	36



Marché n° 4000XXXXXX

**PREAMBULE**

Le présent marché entre dans le cadre du projet de construction de l'extension du bâtiment 771 destiné à la mise en place d'une plateforme de microfabrication, à l'Orme des Merisiers, sur la commune de Saint Aubin (91).

La présente consultation est décomposée en 15 lots comme suit :

<b>LOTS</b>	<b>DESIGNATIONS</b>
<b>N°1</b>	VRD ET TERRASSEMENT GENERAUX
<b>N°2</b>	GROS ŒUVRE
<b>N°3</b>	CHARPENTE ET STRUCTURE METALLIQUE
<b>N°4</b>	COUVERTURE ET ETANCHEITE
<b>N°5</b>	RAVALEMENT
<b>N°6</b>	SERRURERIE ET METALLERIE
<b>N°7</b>	MENUISERIES EXTERIEURES
<b>N°8</b>	CLOISONS SECHES /PLATRERIE
<b>N°10</b>	MENUISERIES INTERIEURES
<b>N°11</b>	PEINTURE
<b>N°12</b>	REVETEMENTS DE SOLS
<b>N°13</b>	PLAFONDS SUSPENDUS
<b>N°14</b>	AMENAGEMENTS PAYSAGERS ET ESPACES VERTS
<b>N°15</b>	PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION
<b>N°16</b>	ELECTRICITE – COURANTS FORTS

Suite aux études menées par la MOE, les prestations du lot n°9 ont été intégrées dans celui du lot n°8, c'est la raison pour laquelle le lot n°9 ne figure pas dans le tableau.



Marché n° 4000XXXXXX

Chacun des lots fera l'objet d'un marché distinct.

## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation des travaux de construction de l'extension du bâtiment 771 situé à l'Orme des Merisiers, sur la commune de Saint Aubin (91) : **Lot ..... (À compléter par le soumissionnaire).**

**1.2** Les prestations nécessitent que le Titulaire dispose notamment des habilitations techniques figurant dans les Spécifications Techniques et les maintienne en vigueur pendant toute la durée du marché. Cette obligation constitue une condition requise au sens de l'article 39.4 des CGA.

### **1.3 Unité bénéficiaire**

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut RAYonnement-Matière de Saclay (IRAMIS).

### **1.4 Maître d'œuvre**

Le groupement composé de :

- la société BLEZAT, domiciliée 119 boulevard de Stalingrad – 69100 Villeurbanne (mandataire),
- la société FAURE QEI, domiciliée 20 rue Massenet – 38400 Saint-Martin d'Heres,
- la société ASCIA, domiciliée 49 rue des Garotières – 44115 Haute Goulaine,

est le maître d'œuvre de l'ouvrage.

### **1.5 Contrôleur technique**

La société RISK CONTROL, domiciliée 20ter rue de Bezons 92400 Courbevoie, est chargée d'une mission de Contrôle technique.

### **1.6 Coordonnateur SPS**

La société BTP CONSULTANTS, domiciliée 12 avenue du Québec 91140 Villebon-sur-Yvette, est chargée d'une mission de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

### **1.7 Mission OPC**

Cet intervenant sera désigné ultérieurement.



## 1.8 Régime de sécurité du chantier

Le chantier se déroule dans le cadre du décret 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif au chantier clos et indépendant.

## ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-01799-MDC et suivants, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
    - le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) référencé BDP044-DCE-DG-3-CCTC daté de mai 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 1 « VRD & TERRASSEMENT GENERAUX » référencé BDP044-DCE-ECO-C01 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 2 « GROS ŒUVRE » référencé BDP044-DCE-ECO-C02 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 3 « CHARPENTE ET STRUCTURE METALLIQUE » référencé BDP044-DCE-ECO-C03 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 4 « COUVERTURE ET ETANCHEITE » référencé BDP044-DCE-ECO-C04 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 5 « RAVALEMENT » référencé BDP044-DCE-ECO-C05 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 6 « SERRURERIE & METALLERIE » référencé BDP044-DCE-ECO-C06 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 7 « MENUISERIES EXTERIEURES » référencé BDP044-DCE-ECO-C07 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 8 « CLOISONS SECHES / PLATRERIE » référencé BDP044-DCE-ECO-C08 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 10 « MENUISERIES INTERIEURES » référencé BDP044-DCE-ECO-C10 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 11 « PEINTURE » référencé BDP044-DCE-ECO-C11 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 12 « REVETEMENTS DE SOLS » référencé BDP044-DCE-ECO-C12 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 13 « PLAFONDS SUSPENDUS » référencé BDP044-DCE-ECO-C13 daté de mars 2025 ;
    - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 14 « AMENAGEMENTS PAYSAGERS & ESPACES VERTS » référencé BDP044-DCE-ECO-C14 daté de mars 2025 ;



Marché n° 4000XXXXXX

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 15 « CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE » référencé BDP044DCE-CVC-305 CCTP CVC PB lot 15 daté de mars 2025 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) lot 16 « ELECTRICITE » référencé BDP044DCE-ELE-209-CCTP Lot 16 Electricité daté de mars 2025 ;
- la liste des pièces techniques et des annexes constituant le DCE ;
- le planning prévisionnel référencé BDP044-DCE-DG5 daté du 26/03/2025 ;
- l'analyse environnementale référencée DSST/AE/CHANTIER/2025/04 datée de mars 2025,
- le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
- la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
- la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée .....  
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du ..... (à compléter par le soumissionnaire)

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION**

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative.

#### **3.1 Partie forfaitaire**

Les prestations forfaitaires se déclinent en une tranche ferme et une tranche optionnelle.



Marché n° 4000XXXXXX

### 3.1.1 Tranche ferme

Les prestations forfaitaires de la tranche ferme portent sur la réalisation des travaux de construction de l'extension du bâtiment 771, tels que décrits dans le CCTP du lot n°.....

### 3.1.2 Tranche optionnelle

La tranche optionnelle comprend les options suivantes :

Options	Descriptions	Conditions d'affermissement
Option n°1	Lot n°1 : passage des camions bennes de terres au portique de contrôle radiologique situé sur le site principal du CEA/Saclay avant évacuation	A la signature du marché, sera réputée intégrée à la tranche ferme.
Option n°2	Lot n°3 : peinture de finition	Préalablement à la réalisation des travaux concernés, moyennant un délai de prévenance de 2 mois

Chaque option pourra être affermie, indépendamment, par le CEA par courrier.

## 3.2 Partie estimative sur devis préalables

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé à l'article « Montant » du présent marché et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification ou l'ajout de travaux supplémentaires.

Les prestations sur devis préalables portent exclusivement sur des modifications ou des prestations supplémentaires non couverts par les Spécifications Techniques, nécessaires à la bonne réalisation du marché et directement liées à l'exécution de ce dernier, que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire.

Pour ces prestations, le CEA adressera une demande spécifique au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 (cinq) jours ouvrés, faisant apparaître une décomposition de son montant sur les bases suivantes :

- des prix contractuels de l'offre du Titulaire, remis lors de sa soumission,
- ou, à défaut, de prix nouveaux, pour des natures de prestations/travaux non chiffrés à l'offre, décomposés comme suit :
  - o le nombre de jours d'intervention par qualification, les taux horaires (conformes aux dispositions de l'article « Montant » du marché),

- la part approvisionnement et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants,
- la part sous-traitance et, le cas échéant, le coefficient de peines & soins associé, accompagné des justificatifs correspondants.

Ce devis comprendra également un descriptif des prestations à réaliser et un calendrier de réalisation.

Chaque devis fait l'objet d'une instruction et si nécessaire de négociations, jusqu'à sa validation par le CEA. Une fois acceptés par le CEA, les devis ont un caractère ferme et forfaitaire.

Les devis présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur le marché.

Le Titulaire n'engage aucun travail modificatif sans avoir reçu l'accord préalable et écrit du CEA sur le devis, formalisé par une fiche de modification sur devis préalables (FDMDP) signée par le CEA, dont le modèle figure en annexe du marché. Le CEA ne sera redevable d'aucune somme au titre d'éventuels travaux ou prestations complémentaires qui n'auraient pas fait l'objet d'une FDMDP signée par le CEA.

Le Titulaire s'engage à prendre en compte les moins-values résultant des prestations retirées du périmètre du marché. Dans ce cas ces moins-values feront également l'objet d'une fiche de modification (FDMDP) distincte détaillant le montant sur la base-des prix contractuels de l'offre du Titulaire visée à l'article 2 supra.

Chaque FDMDP est prise en compte financièrement soit au titre de la part estimative, dans la limite du montant plafond correspondant, soit par la conclusion d'un avenant au marché établi au plus tard à l'échéance du marché. L'avenant regroupe une série de FDMDP le cas échéant. Ce choix est soit mentionné sur la FDMDP, soit décidé ultérieurement et notifié dans un compte rendu de réunion. Les prestations supplémentaires nécessitant une contractualisation par voie d'avenant ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après signature de cet avenant par les Parties.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### **4.1.1 Obligation de résultat**

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.





#### 4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### 4.1.3 *Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le Titulaire*

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels ou des moyens appartenant au CEA étaient mis à disposition du Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

### 4.2 **Connaissance des lieux et de l'environnement**

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,
- que, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, il a effectué les vérifications préalables, notamment sur les indications des plans et descriptifs remis par le CEA, a relevé sur place le cas échéant, ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis. Il a correctement identifié les éventuelles contraintes ou nuisances et estimé toutes les sujétions tant techniques qu'administratives inhérentes aux travaux (à la réalisation ainsi qu'au fonctionnement et à l'exploitation conforme et régulière du projet).

Le Titulaire ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa prestation les prestations nécessaires au bon accomplissement du marché.

Il devra de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des travaux avec les tiers contractants du CEA (maître d'œuvre, coordonnateur SPS, contrôleur technique, etc.) et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution de sa mission.



Marché n° 4000XXXXXX

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

#### **4.3 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

### **ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **5.1 Conformité aux normes**

Le matériel devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France. Il présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Il devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément du matériel sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs au matériel fourni ou élément du matériel fourni.

**5.2** Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, aux prescriptions des normes NF en vigueur et des Documents Techniques Unifiés (DTU).

#### **5.3 Horaires d'intervention**

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8 h 30 à 17 h10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

#### **5.4 Horaires d'intervention en heure non ouvrée (HNO)**

Le Titulaire est informé que l'exécution des travaux pourra également avoir lieu pour des cas exceptionnels uniquement sur des plages horaires non ouvrées soit :

- du lundi au vendredi en dehors des heures d'ouverture (de 7h00 à 20h45),
- les samedis

Ces jours et horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention le cas échéant. Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires définis au plan de prévention, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Responsable du projet et du chef d'installation.

#### **5.5 Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire intervenant sur les sites du CEA Paris Saclay sont décrites en annexe 1 au présent marché.

#### **5.6 Clause environnementale**

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

Le Titulaire s'engage à privilégier des outils, matériaux, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteurs en CO<sub>2</sub> et à fournir et suivre le bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les travaux.

A ce titre, les objectifs environnementaux sont déclinés comme suit :

- limiter les risques et les nuisances engendrés par les travaux et choisir des matériels et outils réduisant au maximum les nuisances sonores et l'empoussièrement dans les locaux ;
- limiter les risques de pollution de proximité en substituant, autant que faire se peut, des produits dangereux et/ou nocifs pour l'environnement par d'autres produits équivalents moins nocifs ;
- limiter la quantité de déchets produits et mettre en place des opérations de tri, conditionnement et évacuation conformes aux dispositions des Spécifications Techniques ;

- afin de réduire l'émission de GES durant l'exécution des prestations, optimiser le chargement des camions, les déplacements et utiliser des moyens de transports faiblement émetteurs en CO<sub>2</sub> ;
- En matière d'approvisionnement, privilégier le choix de fournitures ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale, intégrant des matériaux recyclés ou performants d'un point de vue environnemental.

Il est attendu du Titulaire qu'il fournisse et suive les indicateurs suivants :

- bilan des émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements des engins et véhicules,
- reporting complet des déchets évacués par ses soins (volume, type, et volume orienté vers le réemploi), bons de pesée et traçabilité,
- part de produits écolabellisés ou faisant l'objet d'une évaluation environnementale (ex.: FDES),
- Bons de pesée et traçabilité des déchets
- Un bilan de ces indicateurs sera à fournir par le Titulaire en fin de travaux.

Le Titulaire s'engage également à la mise en œuvre des moyens et à l'atteinte des résultats définis dans son mémoire environnemental et son offre.

## 5.7 Clause sociale

Afin d'assurer la sécurité et protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent au cours de l'exécution des travaux, le Titulaire doit mettre en œuvre des mesures de prévention des risques qui doivent comprendre les actions de prévention, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Le Titulaire est de plus tenu de se conformer aux dispositions prévues en termes d'hygiène et de sécurité prévues dans les documents mentionnés à l'article 2.

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

## **ARTICLE 6 - REMISE DE LIVRABLES**

### **6.1 Livrables à remettre**

Outre les livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques du CEA, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables listés ci-après.

#### **6.1.1 Avant les travaux**

Le Titulaire s'engage à fournir :

**Dans le mois qui suit la signature du marché :**

- un planning prévisionnel détaillé des travaux,
- un Plan Qualité Sécurité Environnement particulier (PQSE) pour la réalisation du marché,
- le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires,

**Au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux :**

- l'ensemble des documents d'études d'exécution,

**Au plus tard 10 jours avant le démarrage des travaux :**

- un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

**6.1.2 *En cours de travaux***

Le Titulaire s'engage à :

- mettre à jour et communiquer, à une fréquence hebdomadaire, le planning de ses travaux,
- tenir à jour le dossier descriptif des installations, Bon Pour Exécution, pour tenir compte des éventuelles évolutions et assurer la traçabilité jusqu'au dossier Tel Que Construit (TQC),
- soumettre au CEA un programme prévisionnel des opérations de réception, au moins un mois avant la date prévue pour leur réalisation.

**6.1.3 *A la fin des travaux***

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remettra au CEA, une 1ère version du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) en version électronique, comprenant, a minima, les documents suivants, détaillés dans le CCTC :

- les documents d'assurance de la qualité,
- les documents d'études,
- les documents de réalisation,
- les documents de contrôle et d'essais,
- les documents d'exploitation et de maintenance,
- les bordereaux de suivi de déchets (BSD ou BSDA) dûment visés des exutoires.

Le Titulaire devra prendre en compte les observations du CEA et du maître d'œuvre jusqu'à l'obtention de l'acceptation du DOE.

Il diffusera ensuite les exemplaires définitifs du DOE au CEA selon les modalités définies dans le CCTC.

En complément, le Titulaire devra transmettre au Coordonnateur SPS, tous les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).



## **6.2 Validation et support des livrables**

Les modalités de validation des livrables sont décrites à l'article 22.1 des CGA.

Les livrables, formalisés par l'apposition du tampon VSO (Vu Sans Observation), seront remis sous le format défini dans le CCTC, au CEA pour validation.

Le Titulaire prévoit à ses frais et risques la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA et du maître d'œuvre.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA et le MOE, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme définie dans le CCTC.

## **6.3 Format des documents**

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront conformes aux spécifications définies dans le CCTC.

## **6.4 Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

## **ARTICLE 7 - DELAIS D'EXECUTION**

T0 étant la date de signature du marché par les Parties, le Titulaire s'engage à respecter le délai global d'exécution de 18 mois après la notification du marché et conformément au planning annexé à son offre finale.

Le phasage du planning d'exécution sera mis à jour suite à la réunion d'enclenchement et deviendra le planning contractuel de référence.

En cas de réserves au moment de la réception des travaux, le Titulaire disposera d'un délai de 1 mois à compter de la date de réception pour lever l'ensemble des réserves.



## **ARTICLE 8 - REUNIONS**

### **8.1 Inspection Commune Préalable (ICP) et Visite d'Inspection Commune (VIC)**

Le chantier se déroulant dans le cadre du décret 94-1159 relatif aux chantiers clos et indépendants, le Titulaire informera le CEA et le CSPS de son intention de commencer les travaux au moins 10 jours avant. Il leur adressera dans le même temps son Plan Particulier de Sécurité et de protection de la Santé (PPSPS) et en fera obligations à ses éventuels sous-traitants.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants seront convoqués à une Visite d'Inspection Commune par le CSPS avant le démarrage des travaux.

Le PPSPS sera complété par le Titulaire à l'avancement des travaux, suivant les indications du CSPS.

En complément, si certaines interventions ponctuelles étaient réalisées en dehors du cadre du chantier clos, conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant leur démarrage, dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Le cas échéant cette réunion servira à élaborer un Plan de Prévention.

Cette réunion sera organisée a minima 5 jours avant le début d'exécution des travaux.

Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants y devront participer et signer le plan de prévention. Ce plan devra être scrupuleusement respecté par tous les intervenants.

### **8.2 Réunion d'enclenchement**

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay dans les 2 semaines suivant la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning détaillé (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning, devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations et devra respecter les délais mentionnés à l'article « Délais d'exécution ».

### **8.3 Réunions d'avancement / Réunions de chantier**

Pour suivre l'exécution du marché, les parties tiendront des réunions a priori le lundi matin sauf si modifiée d'un commun accord. Sauf modification concertée, la périodicité sera au minimum hebdomadaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des prestations (étude et travaux),
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- coordination,



Marché n° 4000XXXXXX

- suivi des consignes sécurité,
- bilan des indicateurs et/ou des actions dans le domaine social et environnemental.

#### 8.4 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

A titre d'exemple, dans le cadre de sa mission de Synthèse, le maître d'œuvre sollicitera les lots concernés par la cellule de synthèse et pourra les convier à des réunions spécifiques.

#### 8.5 Compte-rendu

Sauf exception, chaque réunion spécifique fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour approbation et acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Le compte-rendu des réunions hebdomadaire sera envoyé au titulaire dans un délai de 2 jours ouvrés et devra faire l'objet d'un retour et approbation dans un délai de 48 heures par le titulaire.

### **ARTICLE 9 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

<b>CEA (maître d'ouvrage)</b>			
M. Claude FERMON	Responsable Technique	01.69.08.94.01	<a href="mailto:claud.fermon@cea.fr">claud.fermon@cea.fr</a>
Mme Marie- France RONDEAU	Conducteur de travaux	01.69.08.88.32	<a href="mailto:marie-france.rondeau@cea.fr">marie-france.rondeau@cea.fr</a>
Mme Maylis DES COURTIS	Responsable Commerciale	01.69.08.63.96	<a href="mailto:maylis.descourtis@cea.fr">maylis.descourtis@cea.fr</a>
<b>Titulaire du présent marché</b>			
M. XXXXXX	Responsable Technique	01.XXXXXXX	<a href="mailto:xxx@xxx.fr">xxx@xxx.fr</a>
M. XXXXXX	Responsable Commercial	01.XXXXXXX	<a href="mailto:xxx@xxx.fr">xxx@xxx.fr</a>





Marché n° 4000XXXXXX

M. XXXXXX	Responsable Sécurité	01.XXXXXXX	<a href="mailto:xxx@xxx.fr">xxx@xxx.fr</a>
<b>Maître d'œuvre</b>			
M. François Seuvre	Architecte bâtiment	04.72.41.74 74	<a href="mailto:f.seuvre@blezat.atrx.group">f.seuvre@blezat.atrx.group</a>
<b>Coordonnateur SPS</b>			
M. Matthieu BROSSE	Directeur d'agence	01.64.46.88.13	<a href="mailto:matthieu.brosse@btp-consultants.fr">matthieu.brosse@btp-consultants.fr</a>
<b>Contrôleur technique</b>			
M. Antonio GHAYAD	Chargé d'opérations	06.62.19.44.49	<a href="mailto:antonio.ghayad@risk-control.fr">antonio.ghayad@risk-control.fr</a>
<b>OPC</b>			
M. XXXXXX	xxxxx	01.XXXXXXX	<a href="mailto:xxx@xxx.fr">xxx@xxx.fr</a>

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Le responsable technique et le Responsable Sécurité du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où le responsable technique du Titulaire, le Responsable Sécurité ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

## **ARTICLE 10 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001.

Il établira un Plan Qualité Sécurité Environnement (PQSE) relatif à la prestation dans le mois qui suit la signature du marché, conformément au CCTC.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.



## **ARTICLE 11 - ARRETS DE CHANTIER**

### **11.1 Principes généraux**

#### **11.1.1 Généralités**

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- du fait du CEA,
- strictement supérieure à une demi-journée,
- et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les Arrêts de chantier susceptibles d'affecter les prestations effectuées par le Titulaire. Ils font l'objet d'un Procès-Verbal de notification contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

Tout Arrêt de chantier entraînera la prolongation du délai contractuel pour les durées correspondantes.

#### **11.1.2 Nature de l'arrêt de chantier**

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Un arrêt de chantier programmé est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 7 jours calendaires.

Un arrêt de chantier inopiné est un arrêt pour lequel le CEA a notifié le Titulaire avec un délai de prévenance strictement inférieur à 5 jours calendaires.

#### **11.1.3 Exclusions**

Sont exclues du champ d'application du présent article :

- toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire et trouvant leur origine, même partiellement dans le non-respect par le Titulaire du marché et de l'ensemble de ses documents applicables.
- les jours de fermeture du CEA mentionnés à l'article « horaires d'intervention » et les périodes d'arrêt définies dans les Spécifications Techniques et/ou dans le planning de réalisation des prestations accepté par le Titulaire.

### **11.2 Indemnisation des Arrêts de chantier**

#### **11.2.1 Périmètre**

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel.

A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié par le CEA dans la notification de l'Arrêt de chantier ou au cours de l'arrêt de chantier.



Marché n° 4000XXXXXX

Tout arrêt de chantier ouvre droit à une demande d'indemnité par le Titulaire qui fera apparaître selon les modalités fixées dans le tableau suivant :

- les frais de main-d'œuvre,
- les éventuels frais d'immobilisation du matériel loué et présent sur site pour la réalisation des travaux,
- les frais relatifs à la démobilisation et la remobilisation en cas de repli demandé par le CEA.

Après examen, le CEA informe le Titulaire des frais qu'il accepte de rémunérer au titre d'un arrêt de chantier par courrier simple.

#### 11.2.2 Modalités d'indemnisation et de reprise

Les modalités de prise en charge des frais liés aux Arrêts de chantier sont spécifiées dans le tableau ci-dessous :

	Arrêt de chantier Programmé	Arrêt de chantier Inopiné
Frais de main d'œuvre	Non indemnisable	Indemnisation jusqu'à 3 jours maximum selon la durée de l'arrêt. En fonction des personnels identifiés sur le chantier le jour de l'arrêt. Calcul selon les taux par qualification définis à l'article montant du marché et/ou sur présentation de justificatifs.
Location de matériel présent sur le chantier et loué par le Titulaire	Sur présentation des factures de location pour la durée d'arrêt et selon le relevé contradictoire des matériels	
Démobilisation / remobilisation	Sur présentation de justificatifs	
Reprise des travaux	Arrêt de chantier sans repli	A défaut d'accord préalable entre les Parties, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour un arrêt inférieur ou égal à 7 jours calendaires = au plus tard 5 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux,</li> <li>- Pour un arrêt strictement supérieur à 7 jours calendaires = au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des travaux,</li> </ul>



Marché n° 4000XXXXXX

		En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixées à l'article « Pénalités ».
	Arrêt de de chantier avec repli	<p>A défaut d'accord préalable entre les Parties le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution du chantier au plus tard 14 jours calendaires après notification par le CEA de la fin de l'Arrêt de chantier.</p> <p>En cas de non-respect de ce délai, le Titulaire encourt des pénalités fixées à l'article « Pénalités ».</p>

## **ARTICLE 12 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

La mission particulière de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur le chantier sera assurée conformément à la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et à ses textes d'application, notamment le décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994. Elle sera assurée par un organisme indépendant du Titulaire.

Les dispositions relevant de cette mission seront définies par le coordonnateur SPS dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de Santé, qui régira de plein droit les travaux du marché.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris, en accord avec le CEA, toutes dispositions nécessaires au respect des textes précités, tant au niveau de la phase conception qu'à celui de la réalisation.

Le Titulaire agira en concertation avec le coordonnateur. En particulier, il lui donnera accès à toutes les réunions qu'il organisera et lui enverra, dans un délai compatible avec l'exercice de sa mission de coordination, toutes les études qu'il aura réalisées. Il agira également en concertation avec le coordonnateur pour arrêter les mesures d'organisation générale du chantier.

Le Titulaire tiendra compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade de la phase études que de la réalisation de l'ouvrage.

Enfin, le Titulaire fournira dans les délais et formes indiqués par le Coordonnateur SPS tous documents nécessaires à la constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.



## **ARTICLE 13 - CONTROLES TECHNIQUES**

### **13.1 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du CEA**

Sans préjudice des contrôles internes réalisés à ses frais par le Titulaire dans le cadre des exigences des Spécifications Techniques précitées, le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique, que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

En cas de refus de délivrance de conformité par cet organisme, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une imprécision dans les documents techniques qui lui auront été fournis par le CEA.

### **13.2 Contrôles techniques par un organisme agréé à la charge du Titulaire**

Conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications techniques, le Titulaire prend à sa charge les contrôles de conformité et contrôles techniques.

Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des travaux qu'il aura réalisés, établis par un organisme agréé.

Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

## **ARTICLE 14 - RECEPTION**

### **14.1 Mise à disposition partielle**

Dans le cadre du présent marché, le CEA pourra prescrire au fur et à mesure de l'avancement du chantier, la mise à disposition partielle de zone, locaux, certaines parties des ouvrages ou partie du bâtiment.

Chaque mise à disposition fera l'objet d'un état des lieux, établi avant et à l'issue de la mise à disposition, signé contradictoirement par le Titulaire et le CEA, conformément aux dispositions prévues à l'article 34.1 des CGA. Cet état des lieux ne vaut pas réception.

### **14.2 Réception**

La réception unique de l'ouvrage sera prononcée à la fin des travaux de tous les lots, dans les conditions prévues aux articles 30 et 34 des CGA. Les travaux font l'objet d'une réception constatée après :

- constatation de l'achèvement des travaux de tous les lots,
- constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché,
- réalisation satisfaisante des essais prévus au marché,



Marché n° 4000XXXXXX

- absence d'avis défavorable sur le rapport final de l'organisme agréé ou absence de réserve sur les contrôles de conformité,
- constatation du repliement du chantier et la remise en état des lieux,
- acceptation par le CEA des documents dus au titre de l'exécution du marché (Dossier des Ouvrages Exécutés, plans de recollement, notices techniques d'exploitation et de maintenance), et établis en conformité avec l'article « format des documents »,
- transmission au Coordonnateur SPS, des documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Cette réception qui ne pourra être prononcée qu'en l'absence de réserve majeure selon les modalités visées à l'article 34.2 des CGA, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

#### **14.3 Modalités de réception**

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une réfaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

### **ARTICLE 15 - GARANTIE**

#### **15.1 Garantie concernant les études**

Le Titulaire ne peut pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études d'exécution, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un (1) an à compter de la réception du marché.



## **15.2 Garantie concernant les travaux**

### **15.2.1 Garantie de parfait achèvement (cf article 34.3 des CGA)**

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du Marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

Si une retenue a été opérée, elle est payée à l'expiration de ladite période de parfait achèvement, dans la mesure où les réserves ont été levées et les désordres réparés. Si les réserves n'ont pas été levées ou les désordres n'ont pas été réparés, le CEA se réserve le droit, après mise en demeure, de faire exécuter les travaux nécessaires par toute entreprise de son choix, aux frais du Titulaire.

### **15.2.2 Garanties biennale et décennale**

Les travaux font l'objet d'une garantie décennale (gros ouvrages) et/ou biennale (menus ouvrages) au titre de l'article 1792 du code civil, à l'issue de la réception.

## **15.3 Garantie concernant les équipements (pour les lots concernés)**

### **15.3.1 Périmètre de la garantie**

Les équipements fournis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de deux (2) ans à compter de la réception. Cette garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections. La garantie comprend la réparation et ou le remplacement du matériel, la main d'œuvre, et le déplacement du Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications aux équipements pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version



Marché n° 4000XXXXXX

non modifiée des équipements seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire. La durée de la garantie sur l'ensemble des équipements sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels les équipements n'auront pas pu être utilisés ou utilisés de manière incomplète par le CEA.

### 15.3.2 Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie des équipements, le Titulaire s'engage à fournir une assistance téléphonique sous \_\_\_ heures suivant l'appel ou le courriel du CEA et à intervenir sur site dans un délai de \_\_\_ jours ouvrés, ramené à 1 jour ouvré en cas d'anomalie bloquante (c'est-à-dire toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'équipement concerné) du lundi au vendredi pendant les horaires de travail du personnel CEA.

De plus le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de \_\_\_ jours ouvrés à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site.

(à compléter par les soumissionnaires)

## **ARTICLE 16 - MONTANT**

NB: Tous les montants, % et prix unitaires seront complétés dans le marché final sur la base de l'offre financière du Titulaire retenu remise dans l'annexe financière/DPGF jointe au DCE. Tous les montants totaux et ceux ayant servi à leur calcul seront arrondis à l'Euro inférieur dans le marché final

### **16.1 Montant total du marché**

Le montant total des prestations est plafonné à la somme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA.

La décomposition de ce montant est la suivante.

### **16.2 Montant de la partie forfaitaire**

#### 16.2.1 Tranche ferme

Le montant des prestations de la tranche ferme est fixé à la somme forfaitaire de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES).

#### 16.2.2 Tranche Optionnelle

Le montant total de la tranche optionnelle s'élève à la somme de [REDACTED] € HT ([REDACTED] EUROS HORS TAXES), en cas d'affermissement de la totalité des options.





Marché n° 4000XXXXXX

Les prix forfaitaires de chaque option sont les suivants :

option n°	Objet	Prix forfaitaire € HT
1	Lot 1 : passage des camions bennes de terres au portique de contrôle radiologique situé sur le site principal du CEA/Saclay avant évacuation	■ € HT
2	Lot n°3 : peinture de finition	■ € HT

### 16.3 Partie estimative sur devis préalables

Le montant total des prestations sur devis préalables est plafonné à la somme de ..... € HT  
( ..... **HORS TAXES**).

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération sans autorisation préalable et écrite (FDMDP) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Les devis sont établis sur la base des tarifs suivants :

MAIN D'ŒUVRE	ETUDE		TRAVAUX	
	Désignation qualification	Taux horaire € HT	Désignation qualification	Taux horaire € HT
Taux N°1				
Taux N°2				
Taux N°3				
Taux N°4				
Coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des fournitures et équipements				
coefficient de peines et soins applicable au prix d'achat HT des sous-traitances				

**(A compléter par le soumissionnaire).**

### 16.4 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre **finale**).

Les montants et prix visés aux articles ci-dessus ont un caractère révisable.



Marché n° 4000XXXXXX

**ARTICLE 17 - REVISION**

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, au mois de xxx (mois anniversaire du marché).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

LOTS	DESIGNATIONS	Formule de révision
LOT N°1	VRD & TERRASSEMENT GENERAUX	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT02 / BT02_0)$
LOT N°2	GROS ŒUVRE	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT01 / BT01_0)$
LOT N°3	CHARPENTE ET STRUCTURE METALLIQUE	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT07 / BT07_0)$
LOT N°4	COUVERTURE ET ETANCHEITE	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT53 / BT53_0)$
LOT N°5	RAVALEMENT	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT52 / BT52_0)$
LOT N°6	SERRURERIE ET METALLERIE	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT42 / BT42_0)$
LOT N°7	MENUISERIES EXTERIEURES	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT43 / BT43_0)$
LOT N°8	CLOISONS SECHES / PLATRERIE	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT08 / BT08_0)$
LOT N°10	MENUISERIES INTERIEURES	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT18A / BT18A_0)$
LOT N°11	PEINTURE	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT46 / BT46_0)$
LOT N°12	REVETEMENTS DE SOLS	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT10 / BT10_0)$
LOT N°13	PLAFONDS SUSPENDUS	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT08 / BT08_0)$
LOT N°14	AMENAGEMENTS PAYSAGERS ET ESPACES VERTS	$C = 0,15 + 0,85 \times (EV3 / EV3_0)$
LOT N°15	PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT41 / BT41_0)$
LOT N°16	ELECTRICITE – COURANTS FORTS	$C = 0,15 + 0,85 \times (BT47 / BT47_0)$



Marché n° 4000XXXXXX

dans laquelle :

C	Coefficient de révision
Indice $XX_0$	Valeur de l'indice XX (selon la nature des prestations) pour le mois de remise de l'offre finale,
Indice XX	Valeur de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Les différents indices applicables selon la nature des prestations :

- BT 01 = Tout corps d'état (lot 2)
- BT 02 = Terrassement (lot 1)
- BT 07 = Ossature et charpentes métalliques (lot 3)
- BT 08 = Plâtre et préfabriqués (pour les lots 8 et 13)
- BT 10 = Revêtements en plastiques (lot 12)
- BT 18A = Menuiserie intérieure en bois (lot 10)
- BT 41 = Ventilation et conditionnement d'air (lot 15)
- BT 42 = Menuiserie en acier et serrurerie (lot 6)
- BT 43 = Menuiseries en aluminium (lot 7)
- BT 46 = Peinture, tenture, revêtements muraux (lot 11)
- BT 47 = Electricité (lot 16)
- BT 52 = Imperméabilité de façades (lot 5)
- BT 53 = Etanchéité (lot 4)
- EV3 = Travaux de création d'espaces verts (lot 14)

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.



## **ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **18.1 Echancier de facturation des prestations forfaitaires**

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé à terme échu conformément à l'échéancier suivant.

#### **18.1.1 Tranche ferme**

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé conformément à l'échéancier suivant :

- 5% du montant HT de la tranche ferme et les taxes correspondantes, à la remise des études et des livrables correspondants, acceptés par le CEA,
- 70 % du montant HT de la tranche ferme et les taxes correspondantes sur factures mensuelles, proportionnellement à l'avancement des travaux effectués depuis le début du chantier,
- 5 % du montant HT de la tranche ferme et les taxes correspondantes à l'acceptation par le CEA du Dossier des Ouvrages Exécutés,
- 20 % du montant HT de la tranche ferme et les taxes correspondantes à la signature, par les Parties, du procès-verbal de réception et après présentation du projet de décompte final.

#### **18.1.2 Options**

- 100 % du montant HT des options et les taxes correspondantes à la réception des prestations de l'option correspondante et acceptation des livrables correspondants.

### **18.2 Prestations sur devis préalable**

Chaque FDMDP sera facturée, toutes taxes incluses, après complète réalisation et acceptation par le CEA. Elles feront l'objet d'une facturation distincte. Le Titulaire s'attachera autant que faire se peut à regrouper plusieurs FDMDP sur une seule facture.

Les éventuelles FDMDP en moins-values viendront s'imputer en déduction.

### **18.3 Modalités de facturation**

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison....) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,



Marché n° 4000XXXXXX

- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

#### 18.4 Régime Fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits

#### 18.5 Conditions de paiement

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

### **ARTICLE 19 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.



## **ARTICLE 20 - PENALITES**

### **20.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, option affermie et prestations sur devis préalable engagées).

### **20.2 Pénalités pour retard d'exécution**

Si le Titulaire ne respecte pas les délais prévus aux articles « Délais d'exécution » et « Remise des livrables », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 1,5/1000 (UN ET DEMI POUR MILLE) du montant total hors taxes du marché par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### **20.3 Pénalités pour non-respect des obligations en matière de mise à disposition de moyens matériels, sécurité**

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions de l'article 18.2 et du chapitre 6 des CGA, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2 000 € HT (DEUX MILLE EUROS HORS TAXES) par constat ou manquement.

### **20.4 Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier**

L'absence non justifiée du Titulaire aux réunions de chantier sera redevable des pénalités fixées à l'article 22.3 des CGA cité à l'article 2 du présent marché.

### **20.5 Pénalités pour non-respect des obligations de nettoyage du chantier**

Si le Titulaire ne respecte pas les prescriptions des Spécifications Techniques en termes de nettoyage du chantier, celui-ci sera redevable d'une pénalité de 750 € HT (SEPT CENT CINQUANTE EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

### **20.6 Pénalités pour non-respect du délai de levée des réserves**

En cas de retard du Titulaire sur le délai de levée des réserves fixé à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € HT (CINQ CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard.



Marché n° 4000XXXXXX

**20.7 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie**

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus à l'article « Délais d'intervention pendant la garantie, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

**20.8 Pénalités pour non-respect des exigences environnementales et sociales**

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

Si le Titulaire ne respecte les engagements de son analyse environnementale ou les exigences de la clause sociale, celui-ci sera passible d'une pénalité de 200 € HT (DEUX CENTS EUROS HORS TAXES) par manquement constaté.

**ARTICLE 21 - ASSURANCES**

Les assurances sont régies par le chapitre 12 et l'annexe 1 des CGA.

Le Titulaire est informé du fait que le CEA va souscrire une police Tous Risques Chantier (TRC) pour le compte commun de tous les participants à la construction dans les conditions de l'annexe 1 des CGA.

En outre, le CEA souscrira pour son propre compte une police d'assurance Dommages Ouvrage (DO), assortie d'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD), pour le compte commun de tous les participants à la construction.

Fait à Saclay,

en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA, le

Signature :

Pour le Titulaire, le

Signature :



## **ANNEXE 1- PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **Accès au Centre**

##### **2.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)***

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),





Marché n° 4000XXXXXX

- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

## 2.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

### *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

#### *Pour le personnel de l'Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

#### *Pour le personnel hors Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;



Marché n° 4000XXXXXX

- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### 2.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

## 3. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,



- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

#### 4. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

#### 5. Suivi médical

##### 5.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.



Marché n° 4000XXXXXX

## **ANNEXE 2 – MODELE DE FDMDP (FICHE DE MODIFICATION POUR LES PRESTATIONS SUR DEVIS PREALABLE)**

N° de Fiche : ..... Indice : .....

Fiche créée le : .....

N° marché : ..... Fournisseur : .....

Objet du marché : .....

Imputation de la FDMDP : ☐ Montant plafond des prestations sur devis préalable du marché mentionné au marché☐ Avenant à réaliser☐ A définir ultérieurement

Référence du devis : .....

Nature de la modification : ☐ ETUDES ☐ TRAVAUXOrigine de la modification : FAITS IMPREVISIBLES : ☐MODIFICATION DU BESOIN (demande CEA) : ☐AUTRES MOTIFS : ☐

DETAIL DE LA MODIFICATION DEMANDEE : .....

COUT DE LA MODIFICATION<sup>1</sup> :

DELAIS DE REALISATION :

.....

.....

.....

INCIDENCE SUR LE PLANNING GLOBAL :

TOTAL FORFAITAIRE : .....

.....

APPROBATION DE LA FDMDP (cette fiche n'est validée que si elle est signée des parties)

	CEA	MAITRE D'OEUVRE	TITULAIRE
NOM			
DATE			
SIGNATURE			

<sup>1</sup> Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les prérequis du marché pour les prestations sur devis préalable et tous les justificatifs.